Réponse du Conseil administratif à la motion de la commission sociale et de la jeunesse, acceptée par le Conseil municipal le 15 février 2006, intitulée: «Une assistance digne pour toutes et pour tous (requérants d’asile)».

TEXTE DE LA MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- intervenir auprès des autorités fédérales pour dénoncer les nouvelles mesures qui frappent les requérant(e)s d’asile débouté(e)s d’avance par une décision de non-entrée en matière et demander leur abrogation, de concert avec l’initiative de l’Union des villes suisses;
- intervenir auprès des autorités cantonales pour qu’elles appliquent la Constitution helvétique et subviennent, de manière respectueuse des droits humains élémentaires, aux besoins de ces personnes laissées volontairement à l’abandon, notamment:
 - a) en mettant une cuisine à la disposition des personnes frappées de non-entrée en matière souhaitant préparer elles-mêmes leurs repas,
 - b) en leur donnant la possibilité de se déplacer, entre autres à vélo,
 - c) en ouvrant des ateliers de rencontre et en proposant des activités dédramatisées symboliquement sur le modèle du Caré ou de la Ville de Zurich,
 - d) en proposant des logements diversifiés autres que les baraquements de la Voie-des-Traz (mise à disposition des abris de protection civile);
- demander au Service social de la Ville de se coordonner avec le Canton et les associations concernées pour venir en aide à ces personnes;
- mettre sur pied durant une journée des assises portant sur ce thème.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Depuis le 15 février 2006, date d’acceptation par le Conseil municipal de la motion M-477 amendée par la commission sociale et de la jeunesse, plusieurs événements se sont déroulés qui méritent d’être relevés.

En premier lieu, il convient de rappeler que, pour donner suite à la volonté du Conseil municipal, qu’il partageait pleinement, le conseiller administratif chargé des questions sociales est intervenu à plusieurs reprises auprès des autorités cantonales compétentes. Un courrier exprimant les inquiétudes de la commune au sujet des conditions de vie des requérants d’asile frappés d’une décision de non-entrée en matière (NEM) renvoyés sur notre territoire ainsi qu’au niveau des conséquen-

ces sur la fréquentation des lieux d'accueil d'urgence a été rédigé à l'intention du Conseil d'Etat. Suite à ce courrier, le Conseil administratif a été reçu le 23 février 2006 par la délégation aux réfugiés du Conseil d'Etat. A nouveau, la Ville a pu exprimer son inquiétude face aux mesures d'économie décidées par la Confédération et aux mesures d'application prises par le Canton.

Le 29 mars 2006, pour donner suite aux discussions et interrogations des responsables de structures d'accueil d'urgence, le Service social de la Ville de Genève (SSVG) a organisé une première rencontre entre les différents partenaires de la Plate-forme contre l'exclusion et les responsables de services cantonaux concernés par la mise en œuvre de ces mesures. Parmi ces derniers se trouvaient notamment la police, l'Hospice général et la Direction générale de l'action sociale. Cette séance a permis à l'administration cantonale d'entendre les préoccupations des structures d'accueil et de les informer sur les dispositions cantonales. Suite à cette rencontre, le SSVG a régulièrement été associé aux discussions. La Ville participe ainsi au groupe interdépartemental sur les NEM, regroupant tous les services cantonaux et chargé d'évaluer régulièrement la situation, ainsi qu'au comité de suivi dont la mission est de préparer les éléments de décision à l'intention du Conseil d'Etat.

Il faut rappeler que le 24 septembre 2006, à l'image de la Suisse, Genève accepte, en votation populaire, la révision de la loi sur les étrangers ainsi que celle sur l'asile. Ces révisions durcissent davantage encore la politique en la matière et marginalise d'autant la situation des NEM.

Au niveau des structures d'accueil, les conséquences sont perceptibles, mais difficiles à quantifier. On note effectivement une hausse de la fréquentation, en particulier celle des personnes sans statut légal. Toutefois, dans la mesure où ces dernières ne se présentent pas comme étant des NEM, il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre de NEM qui passent dans la clandestinité.

Pour faire le point de la situation et répondre au souhait du Conseil municipal, la Ville de Genève est prête à organiser des assises réunissant l'ensemble des partenaires concernés. Ces assises devraient se tenir dans le courant de 2007.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Manuel Tornare

Le 7 février 2007.